

Préférences Fiscales des Français

Adrien Fabre

École Normale Supérieure

11/2016

Sommaire

- 1 Enquêtes antérieures
- 2 Distributions des revenus désirées
- 3 Préférences pour le système fiscal
- 4 Préférences liées au système fiscal

OpinionWay (2013) : 78% jugent qu'une réforme fiscale est une priorité

⇒ Laquelle ?

La théorie de la taxation optimale a certes son mot à dire, mais le dernier mot revient au peuple.

⇒ Que souhaite la majorité ?

Minima sociaux

RMI (Piketty 1998) : réponse médiane (=moyenne)= $1,2 * RMI_{1998}$
⇒ 588-628€/mois (selon qu'on prend 6/5 RSA époque inflaté ou 6/5 RSA actuel, cohérent avec résultats actuels si on exclue les APL et les allocations familiales)

PISJ (2009) : 60% pour augmenter le RSA, 34% pour le maintien

BVA (2016) : adhésion au revenu de base, 500-750€/mois désiré en médiane

⇒ **Légère hausse des minima sociaux désirée (DREES 2015)**

SMIC

- DREES (2015) : 84% pour son augmentation
- PISJ (2009) : **1360-1470€**/mois (“le revenu minimum mensuel net en dessous duquel on ne peut s'en sortir sans difficultés importantes” vs. revenu désiré pour un ouvrier non qualifié)

Proportion à dés/avantager

- PISJ (2009) : 21% pensent bénéficier d'une augmentation de leurs revenus si l'État les redistribuer (60% favorables à une telle redistribution)
- "À partir de quel montant mensuel diriez-vous qu'un revenu est élevé en France ?" : quartiles 3000/**4000**/5000€/mois (5%)
- Piketty (1998) : 30 000F/mois ie. **5900€**/mois « A partir de quel niveau de revenus mensuels pensez-vous qu'il faudrait demander un effort supplémentaire ? » (2%)

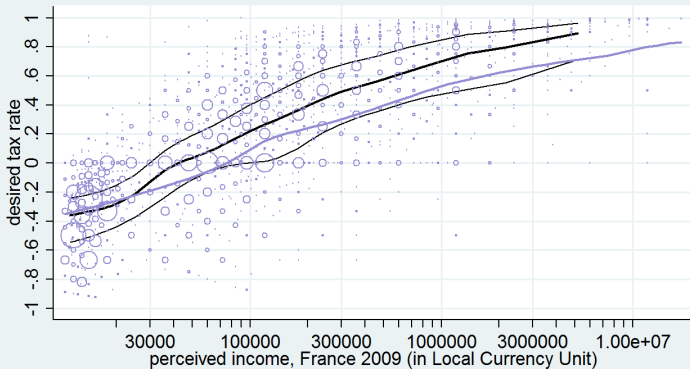
Limitation des hauts revenus

- CSA (2011) : 64% fixent le revenu maximal à moins de 10k€/mois
- PISJ (2009) : 65% (resp. 8%) veulent taxer plus (resp. moins) les hauts revenus

Redistribution

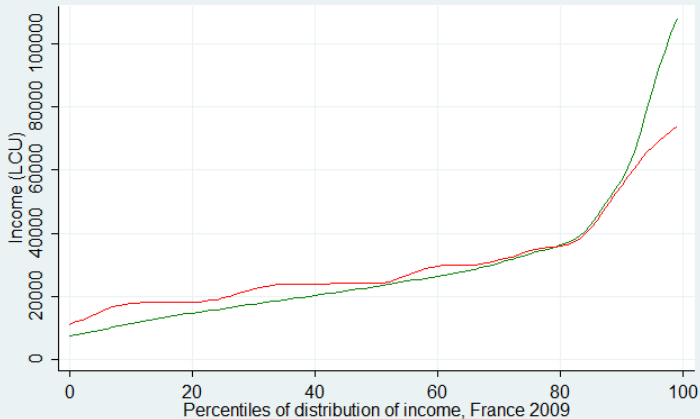
- PISJ (2009) : 90% pour réduire les différences entre les revenus importants et les revenus faibles ; 32% pour qu'il n'y ait aucune différence de revenus
- Dynegal (2013) : Majorité (des réponses exprimées) favorable à une redistribution des richesses sur une échelle de 1 à 10
- Taux d'imposition (sous contrainte) similaires aux taux actuels quand on exclut la possibilité de taux négatifs (PISJ)
- Pour être plus précis, utilisons les questions sur les revenus estimés et désirés de différentes professions (ISSP 1987-2009)

Barème d'imposition sur les revenus (ISSP 2009)



- running median, band width ≥ 600 individuals
- running quartiles, band width ≥ 600 individuals
- running average (bw: .42, x range: p2-99.9, epanechnikov weights)
- scatter (if tax > -1)

Redistribution des revenus souhaitée (ISSP 2009)

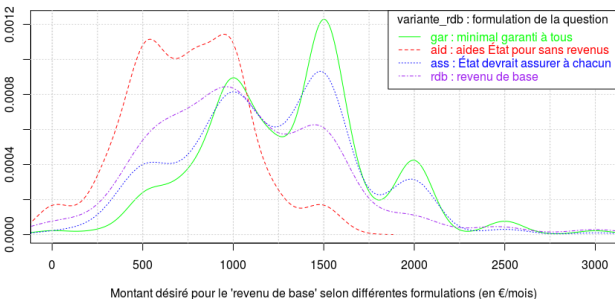


Interprétation de ces résultats comme barème désiré

- 1 Cohérence externe : une profession j' absente de l'enquête et offrant la même rémunération qu'une profession j incluse dans l'enquête présenterait les mêmes réponses que j :
$$z_{j'} = z_j \implies z_{j'}^+ = z_j^+ ;$$
- 2 Accord avec l'idée que la politique fiscale est l'instrument approprié pour redistribuer les revenus ;
- 3 Absence de coût budgétaire et de réaction comportementale
 \implies Nouveau sondage

Revenu de base (RdB)

Montant désiré du 'revenu de base' (en €/mois)
(médianes : 750 (aid), 1000 (rdb), 1200 (ass), 1400 (gar), N~412 + NSP~224)

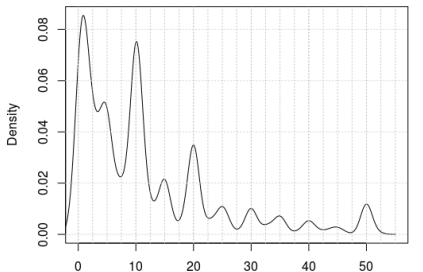


- 64% pour une hausse du SMIC plutôt que du RSA (6%)
- Opinion divisée sur modalités du RdB mais position médiane est d'en instaurer un autour de 700€/mois, pour simplifier



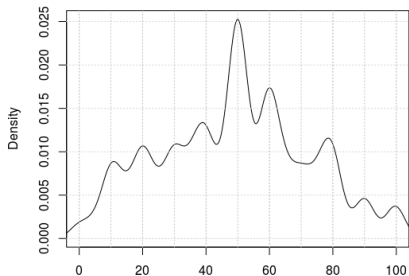
Proportion à dés/avantager

Proportion à désavantager
(quartiles : 3-10-20, N=831 + NSP=776)



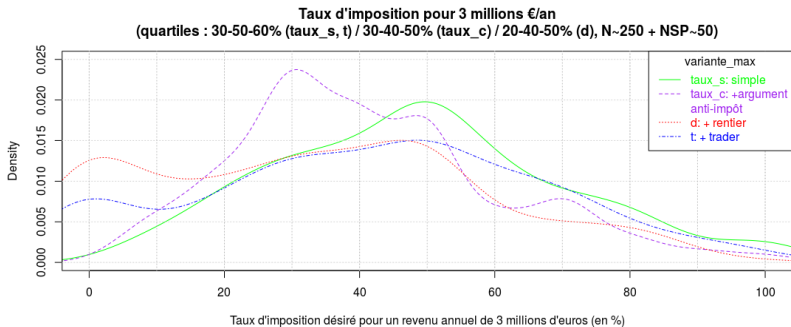
Pourcentage de français à désavantager lors d'une réforme fiscale

Proportion à avantager
(quartiles : 30-50-65, N=395 + NSP=341)

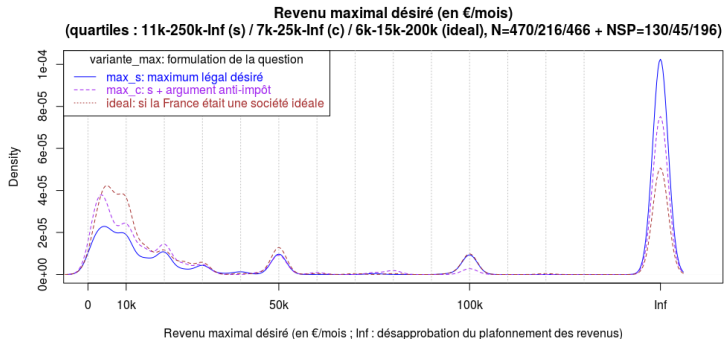


Pourcentage de français à avantager lors d'une réforme fiscale

Taux d'imposition sur les hauts revenus

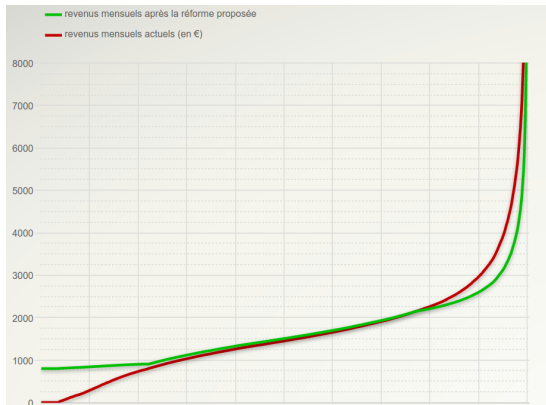


Revenu maximal



- 43% pour un revenu maximal de 100k€/mois (40% contre)
- Moins de désaccord si ce revenu max est mondial ou + élevé

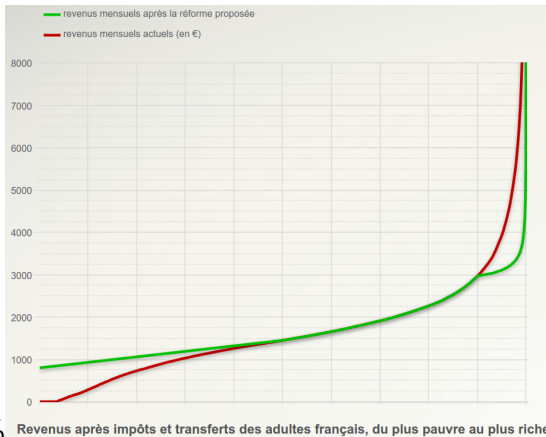
Distribution médiane (algo RdB)



Pour : 42% Revenus après impôts et transferts des adultes français, du plus pauvre au plus riche Contre : 40%

RdB 800€, Proportion à dés/avantager 77%, Rev max 100k€/m

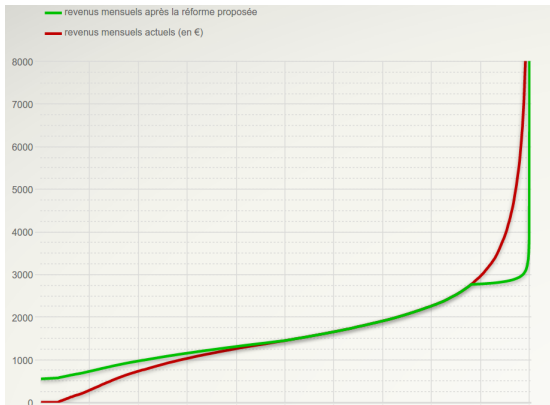
Distribution médiane (algo des_{av})



Pour : 54% Contre : 25%

Proportions à dés/avantager : 10%/50%, Revenu max 100k€/m

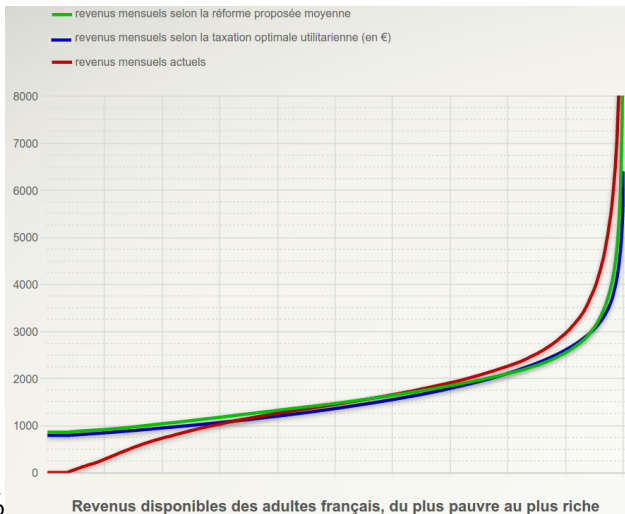
Distribution médiane (avec -5% de consommation nationale)



Pour : 47% Revenus après impôts et transferts des adultes français, du plus pauvre au plus riche Contre : 31%

Proportions à dés/avantager : 12%/50%, Revenu max 100k€/m

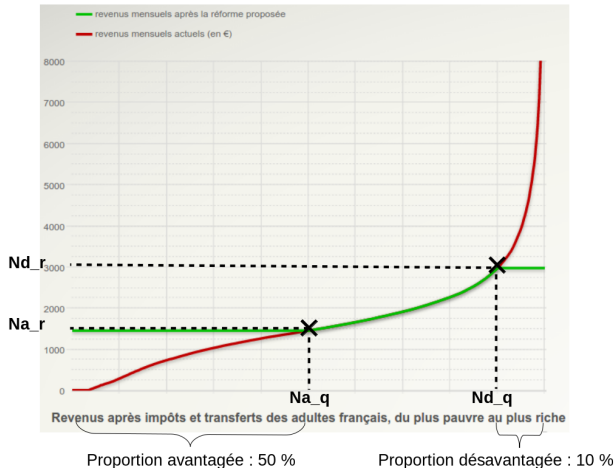
Distribution moyenne (algo RdB)



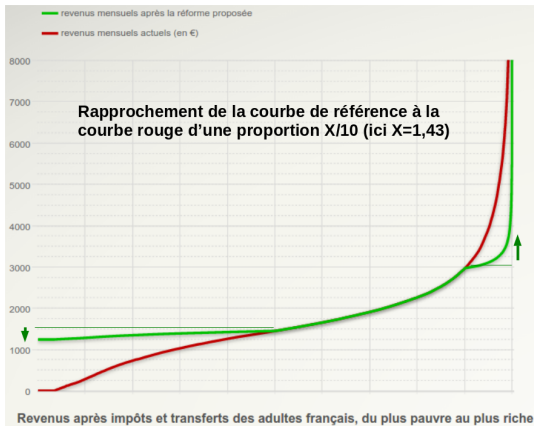
Pour : 38%

Contre : 41%

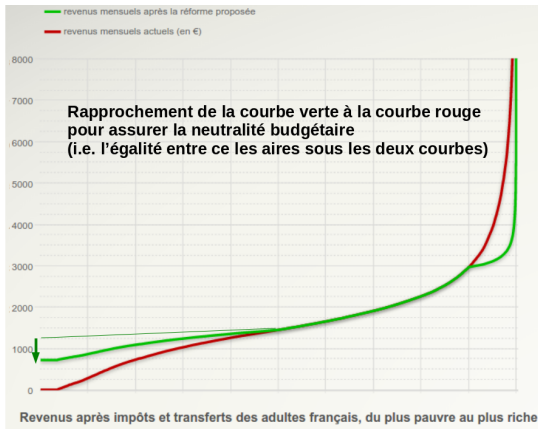
Algo av&des : courbe de référence



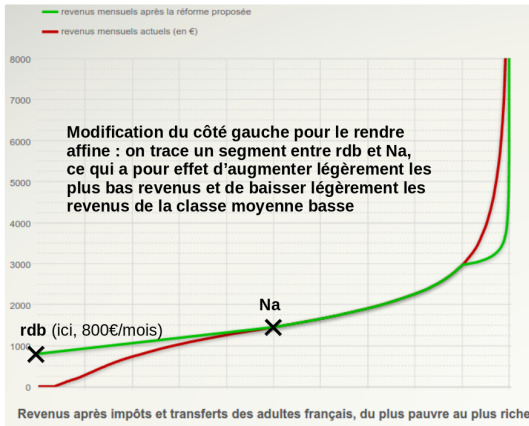
Algo av&des : rapprochement



Algo av&des : ajustement

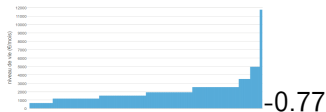


Algo av&des : segment à gauche



Cette réforme (la « réforme médiane ») a été approuvée par 54 % des français et rejetée par 24%

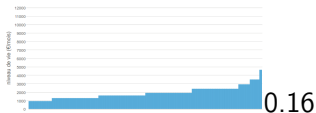
Distribution actuelle



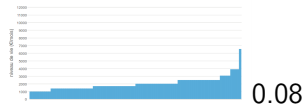
Distribution égalitaire



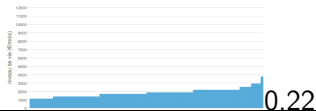
Distribution issue de la taxation optimale utilitarienne



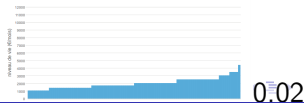
Distribution calculée à partir des médianes des réponses du sondage
Fiscalité avec l'algorithme "revenu de base"



Distribution issue de la taxation optimale rawlsienne



Distribution calculée à partir des médianes des réponses du sondage
Fiscalité avec l'algorithme "dés'avantager"



Quotient conjugal vs. Individualisation

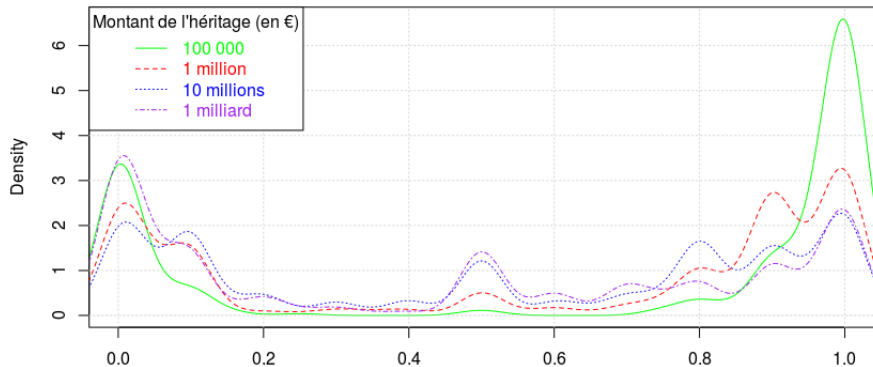
- **Approbation nette du quotient conjugal** : 57% pour ; 26% contre (18% NSP)
- Proposer la mise en place progressive de la réforme a (seulement) un effet sur les NSP : ils passent de 18% à 29%
- Net effet de l'amorce : 69% pour le quotient quand on le présente légèrement favorablement mais 45% sinon
- Cohérent avec Forsé & Parodi (2014) : les français favorables à un quotient familial moins généreux avec les familles nombreuses, proche du nombre d'unités de consommation de l'OCDE

Simplification, fusion et choix du barème

- 88% **pour simplifier** le système fiscal (5% contre)
- 42% pour fusionner IRPP et cotisations sociales (53% si on exclut les 21% de NSP)
- 43% pour déterminer les taux d'imposition de l'IRPP à partir d'un sondage avant de les soumettre à un référendum ; 30% **pour mieux prendre en compte l'avis de chacun** mais à l'aide d'une autre méthode, 15% pour le système actuel, 12% NSP

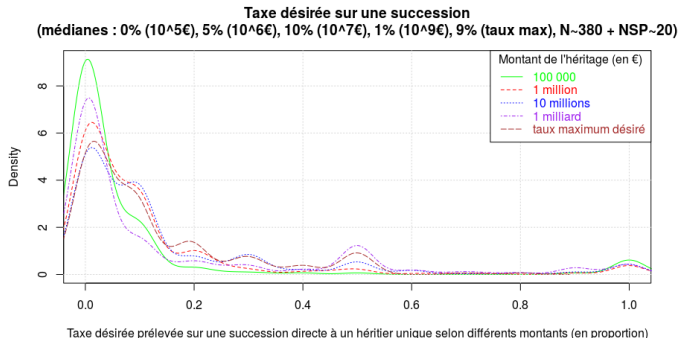
Taxation des successions : les barèmes désirés

Proportion désirée revenant à l'héritier lors d'une succession
(médianes : 95% (10^5€), 80% (10^6€), 60% (10^7€), 50% (10^9€), N~345 + NSP~55)



Proportion désirée revenant à l'unique héritier lors d'une succession directe selon différents montants

Taxation des successions : effet de la formulation



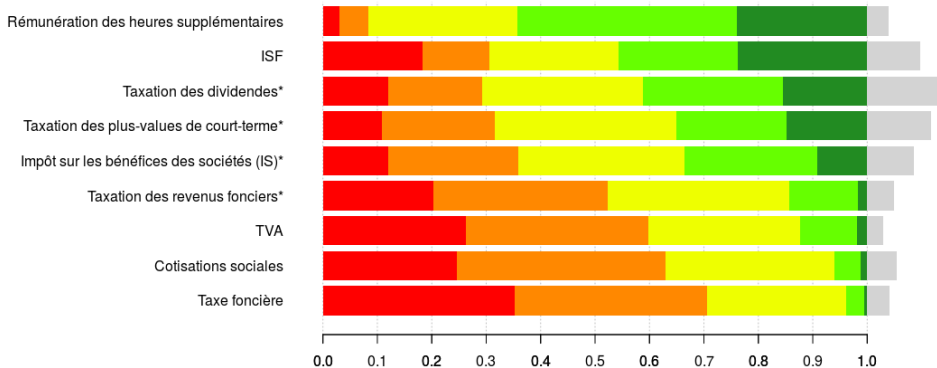
- Effet (de -8 à -15% de taxe) de donner 4 montants au lieu d'un
- Pas d'effet de l'ordre croissant ou décroissant des montants

Taxation des successions : quasi approbation du *statu quo*

- Médiane pour le *statu quo* sur les héritages élevés ($>10^7\text{€}$)
- 66% favorables à une baisse des héritages moyens ($<300\text{k€}$)
- 39% pour la suppression de la taxation des successions
- Médiane pour que l'équivalent d'une maison puisse être transmise sans taxe mais que les plus riches paient un impôt

Souhaits d'évolution de différents impôts (N=1007/N*=545)

■ Baisser fortement ■ légèrement ■ Maintenir ■ Augmenter légèrement ■ fortement ■ NSP

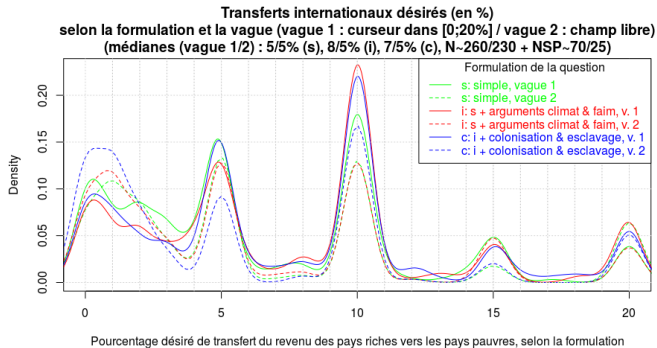


- Opinion plutôt pour la déduction du loyer du revenu imposable
- 63% pour taxer davantage le capital plutôt que le travail (3%)

Redistribution mondiale

- 80% pour « une taxe mondiale sur les 1% les plus riches pour financer le développement des pays pauvres (vaccination, accès à l'eau potable, aux soins, à l'éducation...) »
- 57% pour une taxation mondiale du capital (29% contre)
- 47% pour un RdB mondial (60% en excluant les NSP)
- 41% pour « cap and share » (57% en excluant NSP)

Transferts internationaux

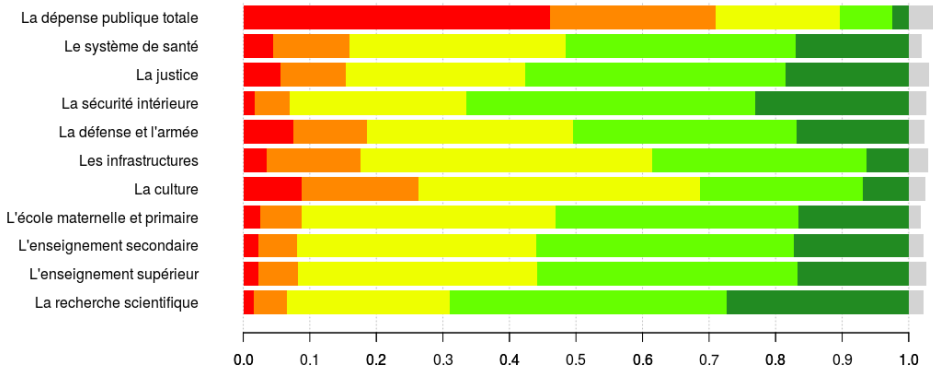


- 48% approuvent un transfert de 5% (57% en excluant les NSP)

- Majorité pour un impôt sur les sociétés et un RdB européens
- Majorité contre une assurance chômage européenne
- Médiane pour renégocier les traités pour les rendre plus démocratiques, sans pour autant s'opposer à la volonté de l'UE
- Médiane pour baisser le déficit afin de respecter la règle d'or

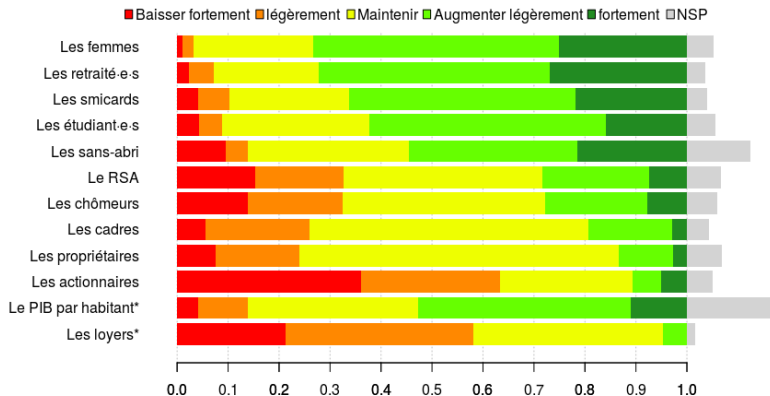
Souhaits d'évolution des dépenses publiques (N=1007)

■ Baisser fortement ■ légèrement ■ Maintenir ■ Augmenter légèrement ■ fortement ■ NSP



- 19% de réponses grossièrement contradictoires (baisse dans aucun secteur conjuguée à baisse globale souhaitée)
- 50% de contradictions en pondérant les secteurs par leur taille

Souhaits d'évolution des revenus de différentes catégories (N=1007/N=545)



- Opinion partagée sur extension du RSA aux < 25 ans : 49/51

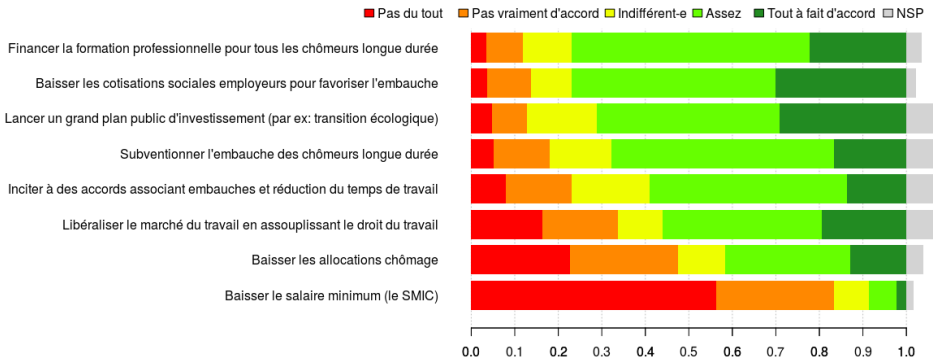
Réformes des retraites soutenues

Large adhésion à deux propositions :

- Prise en compte de l'espérance de vie du métier pour le calcul de la retraite (69% pour)
- Laisser la liberté de choisir le montant cotisé (dans une fourchette) ainsi que l'âge de départ à la retraite (58% pour)

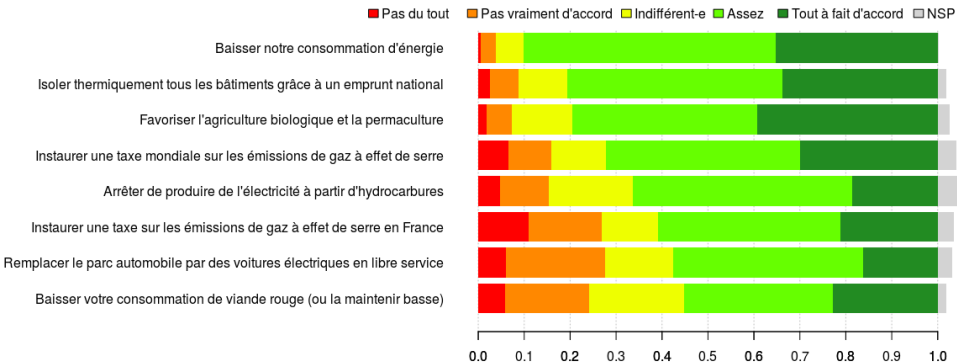
Mesures soutenues pour lutter contre le chômage

Adhésions à différentes propositions politiques pour lutter contre le chômage (N=307)



Mesures soutenues pour lutter contre le réchauffement climatique

Adhésions à différentes propositions politiques sur le climat (N=545)



Mesures soutenues pour approfondir la démocratie

Adhésion à différentes propositions sur le fonctionnement démocratique (N=545)

■ Pas du tout ■ Pas vraiment d'accord ■ Indifférent-e ■ Assez ■ Tout à fait d'accord ■ NSP

